

CONTRAT

ENTRE

la Communauté Economique Européenne, représentée par la Commission des Communautés européennes, ci-après dénommée "la Commission", laquelle est, pour la signature du présent contrat, représentée par Monsieur G. LEGRAS, directeur général de l'Agriculture,

d'une part,

ET

VERSTANDIG AND ASSOCIATES, INC

résidant à 1455 Pennsylvania Avenue, NW Suite 1180
dont le siège est à Washington, DC 20004
ci-après dénommé "le contractant",

d'autre part,

représenté par Monsieur Lee L. VERSTANDIG,

en vertu de (1),

Il est convenu ce qui suit :

(1) A n'utiliser qu'au cas où le contractant est une personne morale ou une association de nature économique ou scientifique dépourvue de la capacité juridique.

90 JUL 11 13:50

RECEIVED
DEPT. OF JUSTICE
ORIGINAL DIVISION

Article 1er - Objet du contrat

Dans le cadre de la défense des intérêts de la Politique Agricole Commune de la Communauté Economique Européenne, le contractant s'engage, dans les conditions précisées dans le présent contrat et dans ses annexes, qui en font partie intégrante, à agir auprès de la Commission en tant que consultant pour les questions particulières liées aux importations américaines de vins de table communautaires et à la promotion de ces produits communautaires aux Etats-Unis. Dans cette perspective, le contractant entreprendra l'accomplissement d'actions diverses, en vue en particulier de l'obtention d'une tolérance temporaire d'importation pour les vins de table communautaires aux Etats-Unis, et ce au regard des dispositions américaines concernant l'utilisation du procymidone.

Article 2 - Durée

Le présent contrat est conclu avec effet à compter de la date de sa signature, et jusqu'au 28 février 1991. Cependant, il sera mis fin au contrat avant la date précitée du 28 février 1991, dans le cas où l'Administration américaine octroyera une tolérance temporaire d'importation pour les vins de table communautaires aux Etats-Unis, et ce au regard des dispositions américaines concernant l'utilisation du procymidone.

Article 3 - Rapports et documents

Les tâches poursuivies par le contractant en exécution du présent contrat feront l'objet de rapports, établis selon les dispositions de l'annexe III du présent contrat.

Article 4 - Prix

(1) La Communauté Economique Européenne s'engage à verser au contractant, en contrepartie des prestations fournies en application du présent contrat, une allocation forfaitaire USD : 120.000 (cent vingt mille dollars des Etats-Unis).

(2) Les paiements seront effectués au compte n° ⁷⁶²⁷⁴⁷⁰² et selon les modalités suivantes :

30 % au moment de la signature du contrat

30 % au 1er septembre 1990

20 % au 1er décembre 1990

Le solde soit 20 % à l'échéance du contrat

RIGGS NATIONAL BANK
WASHINGTON, D.C., U.S.A.

ROUTING N° 054000030

Article 5 - Remboursement des frais

Dans le cas de missions spécifiques effectuées à la demande de la Communauté économique européenne, les frais de voyage du contractant seront remboursés conformément aux dispositions particulières de l'annexe II du contrat.

Article 6 - Conditions générales et loi applicable

(1) Le présent contrat est régi par les Conditions générales applicables aux contrats d'entreprise de la Commission des Communautés européennes, annexées au présent contrat, que le contractant déclare connaître et accepter.

(2) La loi belge s'applique au présent contrat .

Article 7 - Clause attributive de Juridiction

Tout litige entre la Communauté Economique Européenne et le contractant ou toute prétention d'une partie contre l'autre, fondée sur le présent contrat, qui n'a pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties contractantes, est soumis aux tribunaux de Bruxelles .

Article 8 - Dispositions administratives

(1) Toute modification au présent contrat, y compris les annexes et les Conditions générales applicables aux contrats d'entreprise de la Commission des Communautés européennes, doit faire l'objet d'un avenant écrit, conclu dans les mêmes conditions que le contrat; aucune entente verbale ne peut lier les parties contractantes à cet effet.

(2) Toute communication faite dans le cadre de l'exécution du présent contrat doit revêtir la forme écrite, en double exemplaire, et sera envoyée aux adresses suivantes :

Pour la Communauté Economique Européenne :

G. LEGRAS
Directeur Général de l'Agriculture
200 rue de la Loi
1049 BRUXELLES

Pour le contractant :

Lee L. VERSTANDIG
1455 Pennsylvania Avenue, NW Suite 1180
Washington, DC 20004

Article 9 - Dispositions fiscales

La Communauté Economique Européenne (1) est exonérée de tous droits et taxes, notamment de la taxe sur la valeur ajoutée, en application des dispositions des articles 3 et 4 du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes en ce qui concerne sa participation financière au contrat. Pour l'application des articles 3 et 4 dudit Protocole, le contractant se conformera aux Instructions de la Commission des Communautés européennes.

Article 10 - Annexes

Sont annexés au présent contrat les documents suivants :

Annexe I : Conditions générales applicables aux contrats d'entreprise de la Commission des Communautés européennes.

Annexe II : Remboursement de frais.

Annexe III : Rapports et documents.

Fait à Bruxelles, le 29. Juin. 1990 en double exemplaire en langue française.

Pour le contractant

Pour la Communauté Economique Européenne (1)

Lee L. Verstandig

LEE L. VERSTANDIG
Chairman
Verstandig & Associates, Inc.

G. Legras

G. LEGRAS
Directeur Général

(1) Dénomination de la Communauté concernée.

ANNEXE I

CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ENTREPRISE
DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Article 1er - Exécution du contrat

- (1) Le contrat doit être exécuté de façon à exclure que le contractant ou son personnel fournissent leurs prestations dans des conditions identiques à celles qui président à la fourniture des prestations dues par un travailleur dépendant. Le contractant ou son personnel ne peuvent être intégrés au sein de l'organisation administrative de la Commission des Communautés européennes.

Article 2 - Obligations secondaires du contractant

- (1) Le contractant des Communautés européennes s'engage à s'acquitter, selon les meilleures pratiques professionnelles, des tâches qui lui ont été confiées pour être exécutées. Lors de l'exécution du contrat, le contractant est tenu, selon le cas, à n'utiliser que son propre personnel, celui-ci étant composé de professionnels hautement qualifiés.
- (2) Le contractant des Communautés européennes s'engage à fournir à la Commission les renseignements que celle-ci lui demanderait pour les besoins de la gestion du contrat. Au cas où le contractant constitue une personne physique, il revient à celle-ci d'apporter la preuve, soit de son statut d'indépendant, soit du maintien de son statut de salarié ou d'appointé pendant la durée du contrat. A cette fin, il fournit à la Commission des indications appropriées sur ses activités professionnelles.
- (3) En cas de cessation des fonctions du contractant des Communautés européennes pour une des causes visées à l'article 7 des présentes Conditions générales, celui-ci s'engage à transmettre à la Commission tous les renseignements et documents qui sont en sa possession et qui sont relatifs aux tâches qui lui ont été confiées pour être exécutées.

Article 3 - Obligation de discrétion

- (1) Le contractant s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucuns faits, informations, connaissances, documents ou autres dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat, ainsi qu'aucun des résultats de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du présent contrat.
- (2) Au cas où le contractant utilise, lors de l'exécution du contrat, son propre personnel, il doit obtenir de tous les membres de ce personnel l'engagement écrit de respecter le secret sur toute information dont ils auraient connaissance à l'occasion de l'exécution des travaux et de ne divulguer à des tiers, ou d'utiliser pour leur profit personnel ou celui

d'un tiers, aucun document ni aucune information qui n'auraient pas été rendus publics, même après qu'ils aient cessé d'être affectés auxdits travaux. Copie de cet engagement doit être remise à la Commission.

- (3) Au cas où le personnel du contractant travaille dans les bâtiments de la Commission, le contractant est tenu, à la demande de la Commission, à remplacer immédiatement et sans indemnité toute personne considérée par la Commission comme "persona non grata".

Article 4 - Permis et autorisations

- (1) Les démarches nécessaires à l'obtention de tous permis et autorisations requis pour l'exécution du contrat, en vertu des lois et règlements en vigueur, au lieu où les tâches confiées au contractant doivent être exécutées, incombent exclusivement au contractant.
- (2) Au cas où le contractant ne pourrait obtenir, par suite de faute de sa part, l'un des permis ou autorisations nécessaires pour l'exécution du contrat, le contrat peut être résilié par les Communautés européennes sans préavis.

Article 5 - Répartition du risque

Au cas où l'accomplissement des tâches confiées au contractant serait rendu impossible par un événement de force majeure, le contractant n'a droit à aucune rémunération; l'exécution seulement partielle d'une de ces tâches aboutit à une rémunération correspondante. Pour autant que ceci soit prévu au contrat, les dispositions ci-dessus n'affectent pas le droit du contractant à obtenir le remboursement des frais de voyage et de séjour, ainsi que des frais de transfert de matériel, relatifs à l'exécution du contrat.

Article 6 - Responsabilité des parties contractantes

- (1) Les Communautés européennes ne peuvent en aucun cas, ni à quelque titre que ce soit, être tenues responsables des dommages qui seraient causés au contractant lui-même ou à son propre personnel affecté à l'accomplissement des tâches qui lui ont été confiées pour être exécutées et qui surviendraient lors de l'exécution du contrat. Aucune réclamation tendant soit à l'indemnisation, soit à la remise en état, et relative à de tels dommages ne sera admise par les Communautés européennes.
- (2) Sauf en cas de force majeure, le contractant est tenu de réparer tout dommage causé aux Communautés européennes par suite de l'exécution, ou de la mauvaise exécution du contrat.

Article 7 - Résiliation du contrat

- (1) Chaque partie contractante peut, par sa seule volonté, résilier le contrat moyennant un préavis de deux mois et sans être tenue à une quelconque indemnité à ce titre. Au cas où les Communautés européennes ont résilié le contrat, le contractant n'a droit qu'à une rémunération correspondante à l'exécution partielle du contrat.

- (2) En cas de manquement grave du contractant des Communautés européennes à ses obligations contractuelles, manquement dûment constaté par la Commission, le contrat peut être résilié à tout moment, par lettre recommandée, sans préavis ni indemnité quelconque de la part des Communautés européennes. Cette disposition n'affecte pas l'application de l'article 6, alinéa 2, des présentes Conditions générales.

Article 8 - Cession du contrat et prestations des tiers

- (1) Le contractant des Communautés européennes ne peut, sans autorisation préalable et expresse de la Commission, céder tout ou partie des droits et obligations dérivant du contrat, ni sous-traiter - même en partie - l'exécution de tâches qui lui ont été confiées, ni substituer, en fait, des tiers aux mêmes fins.
- (2) Même lorsque la Commission autorise le contractant à céder à des tiers la totalité ou une partie du contrat, il n'est pas libéré, pour autant, envers les Communautés européennes, des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat.
- (3) Sauf autorisation expressément accordée par la Commission, le contractant est tenu, dans le cas de cession totale ou partielle du contrat, d'inclure dans chaque contrat, conclu avec des tiers, toutes les stipulations permettant aux Communautés européennes, à l'égard de ces dernières, d'exercer les mêmes droits et de bénéficier des mêmes garanties qu'à l'égard du contractant lui-même.

Article 9 - Modalités de paiement

- (1) Les paiements seront effectués en Ecus.
- (2) Au cas où les frais de voyage et de séjour sont remboursables, ceux-ci seront payables au fur et à mesure de la présentation des pièces justificatives correspondantes, incluant les reçus et souches des titres de transport.
- (3) Les paiements seront effectués dans un délai de 60 jours à compter de leur échéance.
- (4) En vue de l'exécution des paiements qui lui sont dus en vertu du contrat, le contractant dont le siège social ou la résidence se situe sur le territoire d'un des Etats membres des Communautés européennes, a l'obligation de désigner un organisme bancaire établi sur le territoire du pays de son domicile.

Article 10 - Dispositions fiscales

- (1) Si le contractant est tenu, d'après la législation fiscale dont il relève, d'acquitter la TVA sur les honoraires perçus au titre du contrat, le montant de la taxe est inclus dans le montant forfaitaire versé par les Communautés européennes en contrepartie des services prestés.
- (2) Il appartient au contractant de se conformer à la législation fiscale nationale qui lui est applicable au regard des revenus qu'il tire du contrat conclu avec les Communautés européennes.

Article 11 - Modifications ou adjonctions au contrat

Les stipulations du contrat et de ses annexes ne peuvent être modifiées ou complétées que par voie d'avenant signé par chacune des parties ou par un représentant qualifié de celles-ci.

ANNEXE II

REMBOURSEMENT DES FRAIS

Le remboursement des frais de voyage et de séjour, occasionnés par une convocation du contractant par la Commission des Communautés européennes, est effectué en ECUS aux taux comptables de l'écu au cours du mois de la liquidation par le gestionnaire.

a) Frais de voyage

- chemin de fer : première classe
- avion : au maximum, au taux du tarif de la classe économique
- voiture : sur base du tarif de chemin de fer, 1ère classe.

b) Frais de transfert de matériel professionnel ou de bagages non accompagnés

Soumis à l'accord préalable de la Commission.

c) Frais de séjour

Le montant de l'indemnité pour frais de séjour, par journée de convocation, est le même que celui de l'indemnité journalière de mission à Bruxelles/Luxembourg des fonctionnaires de la Commission des Communautés européennes, des grades A/4 à A/8 et catégorie B (article 13 de l'annexe VII du statut des fonctionnaires), réduit de 5 %.

d) Frais de rapport

Un montant forfaitaire et unique de 500 Ecus sera payé au contractant par la Commission, dans les 30 jours qui suivent l'acceptation par la Commission du rapport prévu à l'article 3.

ANNEXE III

Rapports et documents

Les travaux effectués par le contractant en exécution du contrat feront l'objet des rapports suivants, que le contractant adressera à la Commission en 2 exemplaires.

Rapports Intermédiaires ou documents (1)

II Les rapports ou documents décriront, pour chaque période ou phase dont la durée est prévue ci-dessous, les travaux effectués et les résultats obtenus au cours de ladite période. Ils feront apparaître notamment :

- la répercussion éventuelle des résultats obtenus sur l'ensemble des travaux faisant l'objet du contrat;
- le programme des travaux prévus pour la période suivante.

Les rapports intermédiaires ou documents seront envoyés à la Commission dans les 30 jours suivant la période de référence.

Périodes de référence :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Rapport final (1)

IX Le rapport final décrira l'ensemble des travaux effectués ainsi que les résultats obtenus en exécution du contrat. Il contiendra en outre un résumé des principaux résultats obtenus.

Le projet de ce rapport sera soumis à la Commission au plus tard, 20 jours ouvrables après la fin de l'enquête. La Commission fera connaître ensuite au contractant son acceptation ou ses observations.

Dans le mois suivant la réception des observations de la Commission, le contractant lui adressera le rapport dans sa forme définitive, soit en tenant compte de celles-ci, soit en exposant des thèses divergentes.

A défaut d'observations de la Commission dans le mois suivant la date de réception du projet de rapport, le contractant aura la faculté de requérir cette acceptation par écrit.

Le rapport final sera considéré comme accepté par la Commission si, dans le délai d'un mois suivant la réception de cette requête, elle n'a pas explicitement fait part au contractant de ses observations.

(1) Cocher les cases qui concernent le contrat.